

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° IC-26-001 de mise en demeure**

**Société de Manutention des Carburants Aviation (SMCA)  
à CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES**

**Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 mai 1972 autorisant la Société de Manutention des Carburants Aviation (S.M.C.A) à exploiter des installations de réception, de stockage et de distribution du carburéacteur sur le territoire de la commune de CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES – Chemin de Livry, complété par les arrêtés préfectoraux des 6 mai 1998 et 8 juillet 1999 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° IC-19-086 du 21 novembre 2019 mettant en demeure la SMCA de respecter l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° IC-21-080 du 17 août 2021 de levée des arrêtés de mise en demeure des 23 février 2017, 21 novembre 2019 et 22 avril 2020, de levée de l'arrêté de mesures d'urgence du 27 août 2020 et de liquidation de l'astreinte administrative concernant la SMCA ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° IC-25-68 du 28 mai 2025 autorisant la SMCA à exploiter sur le territoire de la commune de CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES – Chemin de Livry, des installations de stockage et de distribution de carburant d'aviation classées sous les rubriques n° 4734-2a (produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution) et 1434-1a (installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables) de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** le plan d'inspection des tuyauteries daté de juin 2020, transmis par la SMCA à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) le 30 juin 2020 ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis par la SMCA le 21 avril 2021 concernant la mise en aérien et en caniveau des canalisations du dépôt de CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES ;

**Vu** le rapport du 21 novembre 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 23 octobre 2025 sur le site exploité par la SMCA ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées du 21 novembre 2025 adressé à la SMCA lui transmettant le rapport du 21 novembre 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

**Considérant** que le délai laissé à la SMCA dans le courrier susvisé s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

**Considérant** que la SMCA a été autorisée par arrêté préfectoral du 13 mai 1972 à exploiter des installations de réception, de stockage et de distribution du carburéacteur sur le territoire de la commune de CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES – Chemin de Livry ; qu'un dossier de transfert partiel de l'autorisation environnementale pour le dépôt précité, a été déposé le 23 décembre 2024, complété le 3 mars 2025 ;

**Considérant** que suite à l'instruction du dossier de transfert partiel de l'autorisation environnementale concernant le dépôt de carburants aviation de CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES un arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2025 susvisé a été délivré à la SMCA ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 23 octobre 2025 il a été constaté que la dernière visite approfondie des rétentions a été réalisée le 10 novembre 2022 alors qu'il est prévu que l'exploitant fasse réaliser une visite approfondie annuellement ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 23 octobre 2025 il a été constaté que le programme d'inspection des tuyauteries n'était pas appliqué conformément au plan d'inspection des tuyauteries et ce malgré les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral n° IC-19-086 du 21 novembre 2019 mettant en demeure la SMCA de respecter l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, portait déjà sur ce manque de programme d'inspection des tuyauteries ;

**Considérant** le plan d'inspection des tuyauteries daté de juin 2020, transmis par la SMCA à la direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE) le 30 juin 2020 ;

**Considérant** le dossier de porter à connaissance de la SMCA daté d'avril 2021 susvisé relatif à la mise en aérien et en caniveau des canalisations du dépôt de CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES ;

**Considérant** l'arrêté préfectoral n° IC-21-080 du 17 août 2021 précité levant notamment l'arrêté de mise en demeure n° IC-19-086 du 21 novembre 2019 cité supra ;

**Considérant** que la mise en aérien et en caniveau des canalisations, dont la fin des travaux est prévue pour décembre 2027, n'exonère pas la SMCA de mettre en œuvre les mesures permettant le suivi de l'évolution du vieillissement des tuyauteries ;

**Considérant** que la visite d'inspection du 23 octobre 2025 a permis de constater que contrairement à l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié précité, l'exploitant n'a pas fait réaliser de visite annuelle approfondie sur l'ensemble de ses cuvettes de rétention, et notamment la cuvette 7 du bac 11 qui n'a pas été visitée de manière approfondie sur l'année 2023 ;

**Considérant** que la SMCA ne fait pas procéder aux contrôles réglementaires visant à assurer le bon état des rétentions de son installation depuis plusieurs années ;

**Considérant** que ces rétentions sont des mesures de maîtrise des risques (MMR) dont la fonction est de limiter l'étendue d'un accident potentiel ;

**Considérant** que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la SMCA de se mettre en conformité sur ces sujets ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la Société de Manutention des Carburants Aviation (SMCA) implantée sur le territoire de la commune de CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES, Chemin de Livry, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de NEUF mois à compter de la date de notification du présent arrêté** :

- les dispositions de l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié précité, en réalisant l'examen visuel courant régulier ainsi que l'examen visuel annuel approfondi de l'ensemble des cuvettes de rétention dont elle a en charge le suivi.

**Article 2** : La Société de Manutention des Carburants Aviation (SMCA) est mise en demeure de respecter, **dans un délai de NEUF mois à compter de la date de notification du présent arrêté** :

- les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié précité, en mettant à jour et en appliquant le programme d'inspection des tuyauteries afin de suivre l'évolution du vieillissement de celles-ci.

**Article 3** : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, la Société de Manutention des Carburants Aviation (SMCA) sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

**Article 6 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de CHENNEVIÈRES-LÈS-LOUVRES sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

14 JAN. 2026

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT